L'HUMANITÉ ROUGE – mardi 22 mars 1977 – No 650

1 F

l'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

Foyers Sonacotra

NOS FRERES SONT DE RETOUR

Dimanche soir, le hall de l'aéroport d'Orly était noir de monde. Les passagers qui débarquaient n'en croyaient pas leurs yeux et questionnaient à la ronde. Qui donc était ainsi attendu par une foule tendue mais calme et disciplinée de 800 personnes dont 80 % de travailleurs immigrés ? C'est au moins une brochette de ministres ou chefs d'États importants, se hasardaient à répondre quelques uns, ignorant tout mais faisant semblant d'être dans la confidence.

En fait, ce n'était rien qu'une grande famille venue attendre des frères, des frères de classe. En effet, 7 délégués algériens des grévistes de la Sonacotra, expulsés de France il y a presqu'un an, revenaient la tête haute.

(Suite p. 3)

Une partie de la foule acclamant les camarades (Photo «Images du peuple»)

Editorial

L'URSS derrière l'agression contre le Zaïre

Avec l'agression dont vient d'être victime le Zaïre en plein cœur de l'Afrique centrale, une nouvelle fois en très peu de temps, l'immense continent africain revient au premier plan de l'actualité internationale et ce n'est pas un hasard.

Il faut être naïf pour croire que la brusque attaque menée par les anciens gendarmes katangais depuis l'Angola voisin correspond uniquement à quelque lutte interne au Zaïre : non, l'armement considérable dont ils ont bénéficié ainsi que l'encadrement de leurs troupes par des «blancs» ne peuvent tromper quiconque sur les véritables instigateurs de l'opération. Déjà, lors de l'accession du Congo «belge» à l'indépendance, les impérialistes américains avaient envoyé des mercenaires tout en essayant de faire combattre des Africains par des Africains. Et voici deux ans les sociaux-impérialistes russes ont agi de même en Angola.

Aujourd'hui ces mêmes impérialistes russes cherchent à renouveler partout où cela est possible en Afrique leur agression contre le peuple angolais : ils cherchent à allumer partout les flammes de la guerre et de la division, en jouant une organisation contre une autre, un pays contre un autre.

L'enjeu est très important pour eux. Tout d'abord, c'est en tant que pays du tiers monde que le Zaïre est attaqué. Dans tous les pays nouvellement indépendants, le social-impérialisme russe cherche à supplanter son rival américain... et le Zaïre est immensément riche.

Par ailleurs, pour l'URSS cruellement déçue par le succès du sommet arabo-africain du Caire, il est indispensable de créer rapidement des foyers de tension de façon à diviser les pays africains et les pays arabes qui les aident économiquement : d'autant plus que tout conflit oblige des pays déjà misérables à cause de leur passé de colonisés à consacrer une part importante de leurs maigres ressources à l'achat d'armements et Moscou est toujours là au bon moment sur ce point...

Enfin, le Zaïre, au moment où la lutte des peuples d'Afrique australe est en train de chasser les colonialistes blancs, a une importante position géographique et politique. Les sociaux-impérialistes russes arriveront-ils ou non à répéter un deuxième et un troisième Angola ? Déjà la ferme opposition du président Mobutu à l'intervention russe en Angola avait valu au Zaïre d'être bombardé.

Il serait faux de croire que l'agression perpétrée contre le Zaïre est simplement une agression impérialiste de plus contre un pays du tiers monde, contre un pays africain...

Cette agression concerne aussi directement l'Europe : dans la guerre que prépare l'URSS pour le contrôle de toute l'Europe, l'Afrique constitue une zone très importante : notamment l'Afrique australe qui permet de contrôler les routes maritimes entre l'Atlantique et l'océan Indien.

L'agression contre le Zaïre est une grave provocation de l'URSS qui ne suscitera forcément que plus de méfiance parmi les peuples africains.

Municipales

LE SENS D'UN SCRUTIN

Au terme de ce scrutin, l'Union de la gauche est à la tête de 156 villes de plus de 30 000 habitants sur 221. Le PCF et le PS ont pris 32 mairies au premier tour, 28 au second tour. Le PS avait 46 mairies de plus de 30 000 habitants, il en a aujourd'hui 82. Le PC en avait 50, il en a 71.

L'Union de la gauche a obtenu au total plus de 50 % des suffrages exprimés. Tel est le fait marquant de ce scrutin. Quelle en est la signification ?

L'Union de la gauche a donc emporté au second tour des mairies importantes comme Saint-Étienne, Rennes, Nantes, Béziers, Bourg-en-Bresse, Montpellier, Villeurbanne, Créteil. Des personnalités bien en vue de la majorité ont été battues : d'Ornano, Chinaud, Durafour, Segard, Dominati, etc.

A DROITE ON PANIQUE

Aussi bien Barre que Lecanuet, aussi bien Poniatowski que Chirac ou d'Ornano ont essayé de se rejeter mutuellement la responsabilité de l'échec. Pour eux, la cause en est la division de la majorité et le responsable de la division, c'est le voisin.

Mais la cause de leur échec n'est pas là. Même s'il est vrai que la majorité est divisée, la cause de son échec c'est que les travailleurs refusent le plan Barre !

Voilà pourquoi le soutien apporté vendredi dernier à d'Ornano par Barre dans le 18e arrondissement de Paris n'a pas sauvé le candidat du gouvernement. Voilà pourquoi aussi Durafour a été battu à Saint-Étienne.

A GAUCHE ON JUBILE

Marchais s'est félicité de «l'élargissement de l'audience du PCF». Mitterrand a salué «le renouvellement du PS». Defferre a chanté «la victoire complète sur la droite». Bref, les chefs de l'Union de la gauche croient déjà que tout est arrivé.

Fabre annonce un remaniement ministériel rapide et un grand «changement» pour les mois à venir. Marchais souligne que selon lui, «les idées, la politique du 22e congrès font leur chemin». Interrogé sur la possibilité de législatives anticipées, Mitterrand confie: «le PS, quant à lui, est prêt pour affronter cette consultation à n'importe quel moment».

MAIS CE N'EST PAS SI SIMPLE

A les entendre, il semblerait que le tour est joué : la droite se divise et tombe ; la gauche gagne les municipales, puis les législatives, puis les présidentielles, puis...

Dans un bel élan oratoire Mitterrand lance : *«Je constate simplement que le pays nous fait confiance»*. Non, ce n'est pas si simple !

Le scrutin des municipales exprime avant tout une volonté de changement. Mais cette volonté de changement, les travailleurs l'expriment depuis longtemps déjà dans les luttes de classes quotidiennes, à l'usine et au bureau, dans le quartier et à la campagne. Et là, nombreux sont ceux qui ont déjà fait l'expérience de ce qu'est en fait le Programme commun.

Pour lutter et pour vaincre, pour que «ça change», ils ont dû s'opposer aux chefs du PCF et du PS. D'autres demain feront la même expérience. *C'est pourquoi nous ne croyons pas à cette «confiance» dont se vante Mitterrand.*

Pour notre part, nous ferons tout pour accélérer cette prise de conscience. Nous lutterons sans relâche contre le plan Barre mais aussi et surtout contre cet autre plan bourgeois, le Programme commun. Car c'est ainsi et ainsi seulement que pourra s'exprimer véritablement cette grande volonté de changement que les élections ont révélée à leur manière.

Manifestation pour la Commune de Paris

Meeting

Ni plan Barre Ni programme commun

lire notre article en p.3

Le cinéma arabe à Paris UN EVENEMENT !

Les pays arabes luttent pour construire une économie indépendante et pour liquider les séquelles du colonialisme. Cette lutte passe aussi par la liquidation de l'emprise culturelle de l'impérialisme. Cela va de la récupération de leur propre réseau de distribution cinématographique à la création d'une œuvre cinématographique nationale. Les deux opérations sont complémentaires.

La plupart des pays arabes ont développé depuis plusieurs années leur propre production cinématographique. Celle-ci n'a absolument rien à envier aux films des pays impérialistes, bien au contraire ! Souvent, ces films des pays arabes et des pays du tiers monde étaient condamnés dans des réseaux de diffusion marginaux pour ne pas dire ignorés – malgré de nombreux efforts déployés par les promoteurs de la Newinproduction et d'autres.

C'est donc pour mieux assurer la diffusion des films arabes dans les pays européens du second monde que les pays arabes se sont regroupés. Ils ont choisi Paris, considéré comme une plaque tournante mondiale au niveau du cinéma. Ces festivals permettront au cinéma arabe d'être mieux connu des distributeurs européens, d'avoir accès au festival de Cannes et d'être distribué dans les circuits commerciaux.

Cela permettra une meilleure compréhension des pays du tiers monde par ceux du second monde et un renforcement du Front uni antihégémonique.

LE FESTIVAL DU FILM ARABE
du 23 au 29 mars
Cinéma Le Seine
8, rue Sauton, Paris

Ce festival est organisé par la Ligue des États arabes et l'Association de solidarité France-pays arabes. Au centre de ce festival, Kafr Kassem. Ce film est la reconstitution du massacre du village de Kafr Kassem perpétré en Palestine occupée par l'armée israélienne. A travers cet événement, le cinéaste a analysé les différents aspects de la vie des Arabes en Palestine occupée à cette époque.

En clôture du festival, deux prix seront décernés : le prix de l'amitié franco-arabe et le prix des critiques arabes.

LE MOIS DU CINÉMA ARABE
du 23 mars au 23 avril
Palais de Chaillot
Paris

La cinémathèque algérienne et la cinémathèque française organisent à Paris au Palais de Chaillot, un *mois du cinéma arabe*, durant lequel seront présentés 60 des meilleurs films produits depuis le début du siècle dans une quinzaine de pays arabes, avec la présence de 20 réalisateurs.

Bientôt se tiendra aussi à Paris une manifestation du même type sur le cinéma tunisien.

LA PALESTINE ET LE CINEMA

Ouvrage collectif sous la direction de Guy Hennebelle et Khemais Khayati

Préfaces de Ezzedine Kalak et Mustapha Abou Ali

Le destin de la Palestine est depuis trois décennies l'un des plus tragiques qui soit. Comment les cinéastes arabes et occidentaux l'ont-ils évoqué dans leurs films ? Pourquoi a-t-il été travesti ou refoulé par beaucoup ? Quels espoirs peut-on fonder sur le jeune cinéma palestinien par rapport au cinéma arabe et au cinéma révolutionnaire ? Quels sont les films qui ont le plus dignement servi la cause du peuple palestinien ? Dans quelle mesure cette lutte de Libération pourrait-elle susciter une nouvelle esthétique politique ?

Telles sont quelques unes des questions qui sont évoquées dans cet ouvrage collectif de 290 pages (dont douze de photos) réalisé sous la direction de Guy Hennebelle et de Khemais Khayati avec le concours de 50 cinéastes et critiques arabes et occidentaux. On y trouvera aussi une foule d'informations et de références ainsi qu'une filmographie de quelques 300 titres établie par Hassan Abou Ghanima.

Editions du Centenaire
24 rue Philippe de Girard
75020 Paris
Tél : 202 87 05
Prix : 50,00 F

LE REVISIONNISME A L'OEUVRE
A PROPOS DE 3 DECLARATIONS

Trois phrases, trois déclarations pour montrer que le révisionnisme, qu'il soit au pouvoir ou non, européen ou non, c'est la trahison des luttes, le cynisme et la répression.

AU PAYS BASQUE (ESPAGNE)

On se souvient de l'«expédition punitive» de la garde civile contre la population de la ville ouvrière de Zarauz (voir HR de mardi), de l'assassinat d'un manifestant par une balle en caoutchouc dimanche dernier à San Sebastien et de la blessure grave d'un autre par une balle «réelle».

Suite à la juste colère du peuple basque qui affronte la police et l'armée dans des combats extrêmement violents depuis dimanche, les jeunesses révisionnistes locales viennent de renvoyer dos à dos l'assassin et la victime, les forces de répression et le peuple en lutte. Dans un communiqué publié mercredi, elle dénoncent *«les actions meutrières qui sont une violation des droits de l'homme provoquée par des forces politiques de droite comme de gauche»*.

EN ITALIE

Après le rassemblement de caractère fasciste de mercredi visant à tenter de mobiliser les masses contre leurs propres intérêts, le responsable révisionniste de la région Emilie-Romagne (région de Bologne) vient une nouvelle fois de montrer au grand jour son total mépris des masses et de toutes leurs formes d'organisation. Parlant du mouvement qui soulève actuellement des dizaines de milliers de chômeurs, de jeunes et d'étudiants, ce monsieur a déclaré *«comment voulez-vous dialoguer avec des gens dont on ne connait même pas les chefs»*.

EN TCHECOSLOVAQUIE

La palme du cynisme revient cependant sans conteste à «Rude Pravo», l'organe du parti révisionniste tchécoslovaque. Parlant de la mort de Ian Patocka, mort d'une «congestion cérébrale» après avoir été «interrogé» pendant 11 heures dans les locaux de la police politique, le journal écrit : *«Ce sont les amis de Patocka qui sont responsables de son décès car ils savaient qu'il avait été victime d'une grave crise cardiaque en décembre dernier»*.

Et il poursuit : *«Les moyens d'informations occidentaux ne font pas preuve d'humanisme en essayant de tirer un gain politique d'un événement aussi tragique que le décès d'une personne»*.

Serait-ce, d'après eux, faire preuve d'«humanisme» (on se demande ce que ça veut dire) que de taire leurs assassinats. Pour cela, qu'ils ne comptent pas sur nous !

• Italie
10 millions de travailleurs en grève

10 millions d'Italiens ont fait grève vendredi pour s'opposer aux licenciements et réclamer le développement des régions abandonnées du Sud, le triste «Mezzogiorno».

La grève a touché en priorité la région fortement industrialisée de Milan et le Sud. A Rome, le mouvement de revendication a été reporté à mercredi prochain « à la suite de tractations entre le ministère et les syndicats, ayant le souci commun de préserver l'ordre public».

A Milan, les travailleurs révolutionnaires et les étudiants ont refusé de se joindre au cortège des syndicats et ont manifesté dans le centre de la ville de façon autonome. A Naples, le révisionniste Lama, leader du syndicat CGIL, a fait appel à la protection des flics, une fois de plus, pour échapper aux étudiants qui le conspuaient. Les «forces de l'ordre», si chères au PCI, ont tiré à coups de grenades lacrymogènes sur les 15 000 personnes rassemblées.

A Bologne, un autre traitre à la classe ouvrière bien connu, Bruno Trentin, a vu son discours provocateur interrompu par les étudiants qui ont déployé une immense banderole «Francesco est vivant et lutte avec nous» évoquant la mémoire de leur camarade assassiné la semaine dernière.

• URSS
7 ans de prison pour un bombage

Oleg Volkov et Youli Rybakov ont été condamnés samedi par le tribunal de Léningrad, respectivement à 7 et 6 ans de prison pour avoir écrit des «slogans blessants pour la société» sur les murs de la ville, annonce l'agence Tass.

Ils ont été reconnus coupables de «vol, recel, hooliganisme prémédité, déprédation des biens d'État ayant causé d'importants dégâts matériels».

Leur «crime» : entre avril et août 76, ils ont tracé à la peinture 16 inscriptions sur les murs de la ville, notamment ceux de la forteresse Pierre et Paul, qui réclamaient la libération des prisonniers politiques et affirmaient : «Vous étouffez l'âme du peuple, mais celle-ci ne connait pas d'entraves».

3 autres opposants au régime social-fasciste des dirigeants du Kremlin ont été arrêtés ces jours-ci dans la même ville de Léningrad. La mère de l'un d'entre eux, Vladimir Borissov, s'est également vue infliger une amende de 20 roubles (122 F) pour avoir «fait du tapage dans le poste de police» où elle allait réclamer des nouvelles de son fils. Celui-ci a été relâché le 4 mars dernier après avoir passé près de 10 ans de sa vie en hôpital psychiatrique.

• Irlande

Plus de 4 000 personnes ont manifesté dans le quartier pauvre de Folls Road, à Belfast, le jour de la Saint Patrick, pour exprimer leur hostilité à la présence des troupes impérialistes britanniques.

De nombreuses banderoles réclamaient le départ des troupes anglaises et l'octroi du statut politique aux prisonniers irlandais.

• Liban

Prés de 5 000 hommes de la Force arabe de dissuasion (FAD) ont investi ces jours-ci 6 villages du sud-est de Beyrouth pour empêcher le développement des représailles après l'assassinat de Kamal Joumblatt, leader du Parti socialiste libanais.

Celles-ci ont déjà fait 80 victimes dans ce secteur. La FAD a procédé à des dizaines d'arrestations de personnes soupçonnées d'avoir participé à ces massacres.

Des patrouilles blindées de la FAD sillonnent, ces jours-ci, dans toute cette région, depuis le littoral jusqu'à la montagne, pour empêcher tout incident.

A Beyrouth où la situation était extrêmement tendue ces jours-ci, le calme semble revenir progressivement.

• Grande Bretagne

Les cheminots britanniques viennent de rejoindre leurs camarades mineurs en refusant de s'engager à ne pas demander d'augmentation de salaire au cours des 12 mois à venir.

• RFA

De très violents affrontements ont eu lieu samedi sur le site de la centrale nucléaire de Grohnde en Basse Saxe (Allemagne de l'Ouest).

Les manifestants ont fait place à 3 000 flics protégés par un mur surmonté d'un réseau de barbelés. Les manifestants ont cependant réussi à percer en plusieurs endroits le mur et à pénétrer sur le terrain de la centrale.

2 000 policiers arrivèrent en renfort. Il y a eu 230 flics et près de 80 étudiants blessés selon les chiffres officiels. Le programme nucléaire du gouvernement ouest-allemand ne comprend en fait aucune mesure de sécurité réelle. Face à l'opposition qu'il suscite le gouvernement a déjà dû reculer à plusieurs reprises.

• Inde

Indira Gandhi a connu son premier échec électoral durant ce week-end. Elle a été battue dans sa propre circonscription aux élections législatives indiennes. Son fils de même.

Rappelons que ces élections se sont déroulées dans un climat de terreur fasciste. Depuis juin 1975 régne l'état d'urgence. La police fait la loi. Les prisons regorgent. Bien que de manière confuse, ces élections expriment un refus du régime fasciste. Sur 205 résultats connus dimanche soir le parti gouvernemental de Gandhi (le Parti du congrès) n'en avait que 88. Il y a 542 siéges à pouvoir en tout. On peut déjà dire que ces élections ouvrent une crise politique pour le gouvernement fasciste, soutenu comme on le sait par l'URSS.

HOMMAGE ENTHOUSIASTE A LA COMMUNE DE PARIS

«Non, non, Marchais ! La Commune n'est pas morte !» C'est sur ce slogan crié par des milliers de voix que le cortège, dans une forêt de drapeaux rouges quitte la place de la Bastille à Paris. Il est 10 heures du matin.

En tête de la manifestation, on trouve des dirigeants des communistes marxistes-léninistes de France et du Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste), groupés sous la gigantesque banderole de tête sur laquelle est écrit : «Vive la Commune de Paris, premier État de dictature du prolétariat».

Par différents mots d'ordre, les manifestants ont marqué leur détermination à détruire l'État bourgeois, pour instaurer à l'exemple des communards, la dictature du prolétariat . «Non à la hausse des prix, refusons de payer la crise !», «ni Marchais, ni Mitterrand, ni Giscard, ni Chirac, le 20 mars abstention révolutionnaire !», «Ni Washington, ni Moscou, indépendance nationale !» étaient les mots d'ordre scandés tout le long du parcours qui traversa la partie de Paris où se sont déroulés les combats les plus durs de la Commune. «Français, immigrés, une seule classe ouvrière» étaient repris dans les quartiers des travailleurs immigrés.

Au Mur des Fédérés, chaque manifestant rendit un hommage silencieux aux communards déposant un œillet rouge au pied du mur. Puis Jacques Jurquet précisa le contenu de la manifestation, soulignant la présence de marxistes-léninistes étrangers et de membres du Comité central du PCMLF et du PCR (ml).

Des dirigeants des communistes marxistes-léninistes de France et du Parti communiste révolutionnaire (ml), au coude à coude, en tête de la manifestation, rue de la Roquette à Paris (Photo : Images du peuple).

«Sans la dictature du prolétariat, pas question de pouvoir pour la classe ouvrière» dit André Druesnes en ouvrant le meeting, «ni plan Barre, ni Programme commun».

Cela se passait à 14 heures. Une assistance parmi laquelle de nombreux travailleurs immigrés participait au meeting.

D'abord des travailleurs communistes marxistes-léninistes expliquèrent les succès et aussi les échecs de leurs luttes dans les entreprises: Un travailleur de l'Alsthom, des PTT, une intervention des Câbles de Lyon, et la camarade de l'hôpital Corentin-Celton qui fit une intervention vivante et montra les erreurs du 2e Congrès et ses conséquences. Elle insista sur la façon de surmonter cet obstacle par la rectification en unissant la classe ouvrière contre le patron et ses garde-chiourmes.

Ensuite, fut passé le montage qui retraçait la lutte exemplaire des travailleurs immigrés de la Sonacotra. Il rencontra le plus vif succès. Une grande victoire venait juste d'être arrachée par les travailleurs : la levée de l'expulsion des camarades renvoyés dans leur pays par le ministre de l'Intérieur, victoire acquise grâce à l'unité des travailleurs immigrés de 14 nationalités regroupés sous la direction du comité de coordination.

Puis un entracte permit aux participants d'acheter les nouvelles brochures éditées dernièrement dont celle d'Edouard Hill sur la lutte de classes dans les partis communistes. Pendant ce temps, des chorales chantaient des chants révolutionnaires. De nombreux travailleurs purent apprécier les tableaux exposés, notamment ceux sur la lutte des petits paysans de Cheitz-en-Retz. D'autres achetaient le livre «Rencontre avec un paysan révolutionnaire» de Suzanne Bernard.

Le camarade du PCR (ml) intervint ensuite. Il salua la lutte du peuple chinois pour le renforcement de la dictature du prolétariat sous la direction du Parti communiste chinois avec Houa Kouo-feng à sa tête. Il souligna aussi les victoires remportées par le tiers monde. Il dénonça le social-impérialisme, ennemi des peuples du monde et foyer principal de guerre en Europe. Enfin, il insista sur le renforcement de l'unité des marxistes-léninistes en France et sur les progrès déjà réalisés vers l'unification dans un seul parti marxiste-léniniste.

Enfin, le camarade Jacques Jurquet, dans l'intervention centrale, analysa la signification du scrutin des municipales qui attestent *«d'une large et profonde volonté de changement»*. Il a dénoncé le rôle du PCF dans cette opération visant à tromper les masses. Il a salué la consigne d'abstention donnée par les organisations marxistes-léninistes des pays colonisés par la France. Oui, l'analyse des trois mondes est le fruit d'une analyse matérialiste réalisée par le président Mao dans le prolongement de Lénine et de Staline. C'est Staline qui a prédit la formation d'un second monde. Il a ensuite répondu aux calomnies déversées par toute la presse bourgeoise sur la Chine socialiste depuis le décès de Mao Tsé-toung. *«La politique du Parti communiste chinois s'est toujours basée*, a-t-il dit, *sur le marxisme-léninisme et sur la pensée-maotsétoung. "Faire la révolution et promouvoir la production", c'est la ligne du président Mao que continue d'appliquer le camarade Houa Kouo-feng».*

Enfin, le camarade Jurquet a rappelé les progrès réalisés dans l'application du mot d'ordre «pour un parti marxiste-léniniste unique». De grands progrès ont été réalisés dans l'unification politique. Mais l'unité d'action est indispensable pour aborder l'unification organisationnelle.

Le camarade Jurquet a ensuite précisé le sens de cette lutte exaltante : le socialisme et le communisme, société collectiviste de type supérieur. Puis, les participants se sont séparés en chantant l'Internationale, le poing levé.

informations générales

Quelques miettes pour faire avaler... des couleuvres

Un décret du 18/1/77 accorde une période supplémentaire de repos d'une durée de quinze jours aux femmes enceintes dont l'état le nécessiterait. Ces quinze jours pourront être pris de la déclaration de la grossesse au début de la période de repos prénatal en une ou plusieurs fois. Mais cette mesure ne concerne que les femmes malades du fait de leur grossesse et ceci de façon stricte. Elles devront d'ailleurs faire établir par leur médecin un certificat d'arrêt précisant bien que le repos est nécessité par un état pathologique résultant de la *grossesse*.

Voilà donc une mesure bien limitée par rapport à toutes les femmes qui devraient bénéficier d'un allongement du congé maternité.

Autre mesure adoptée dans la région parisienne. On peut maintenant ne régler que le ticket modérateur auprès des pharmaciens conventionnés ou ne rien régler du tout si l'on est à 100 %. C'est une extension de l'«avance pharmacie» qui permettait aux personnes exonérées du ticket modérateur de ne payer au pharmacien que 30 % du prix des médicaments, 30 % qui leur étaient ensuite remboursés.

On peut remarquer deux choses. L'«avance pharmacie» était peu utilisée, simplement parce que peu de gens en connaissaient la possibilité. Il est probable que l'on ne fera pas trop de bruit non plus autour de la «nouvelle mesure».

Enfin cette possibilité de ne payer que le ticket modérateur survient justement alors qu'il a été augmenté récemment : depuis le 6 février, les actes de massage, pédicure, orthophonie, etc. sont remboursés à 65 % au lieu de 75 et les transports à 70 % au lieu de 100. Cette mesure qui ne coûte pas grand chose au pouvoir, ne serait-elle pas destinée à faire passer cette pillule... et d'autres qu'elle va chercher à nous faire ingurgiter !

Condamnation pour internement abusif

Un jeune ouvrier Éric Burman s'était retrouvé à la suite d'une manifestation de soutien à Alain Gesmar à l'hôpital psychiatrique de Tours. C'est la police qui l'a conduit dans le service du Pr Sizaret et il y a été séquestré contre son gré et de façon tout-à-fait illégale pendant 11 jours. En sortant il a entrepris une action en justice contre cet internement abusif auprès du tribunal correctionnel de Tours.

6 ans après celui-ci vient de lui donner raison en condamnant le responsable administratif de l'hôpital à 2 000 F d'amende et 3 000 F de dommages et intérêts.

Une telle condamnation est déjà un succès indéniable. C'est en effet la première fois qu'un responsable d'hôpital est condamné pour internement arbitraire en correctionnelle et ce jugement devrait faire jurisprudence. Cela n'est pas sans intérêt quand on sait que le cas d'Éric Burman est loin d'être isolé. Les recherches du «Collectif d'enquête sur les pratiques psychiatriques en Indre-et-Loire» l'ont montré ; dans le seul hôpital de Rous, la détention illégale de malades juridiquement «en placement libre» et libres théoriquement de sortir, est chose relativement courante.

Foyers Sonacotra

Nos frères sont de retour

suite de la p. une

Tout le monde était là pour savourer la joie des retrouvailles et constater la réalité d'une première victoire acquise au prix de ténacité, d'unité et de sacrifices contre les patrons de la Sonacotra et le pouvoir de la bourgeoisie.

Vers 22 h quand, après les formalités de police, nos camarades franchirent les dernières barrières, l'accueil fut triomphal !

En ce soir d'élection, à l'écart des reporters de la quasi-totalité de la presse, ces centaines d'ouvriers fêtaient une victoire acquise par la lutte, en comptant essentiellement sur leur propre force, contre la bourgeoisie, la police et les dirigeants traitres du PCF.

C'est eux qui représentaient, hier soir, l'avenir et l'espoir de millions de travailleurs de France, et non les quelques misérables bulletins de vote qu'on s'affairait à compter un peu partout dans le pays.

• Rouen

Les résidents immigrés du foyer El Hadj Omar (rue du Renard) ont décidé, en assemblée générale, une grève des loyers. Ils protestent contre les conditions inadmissibles d'hébergement et contre une augmentation injustifiée du prix des chambres.

Ils appellent tous les travailleurs français et immigrés qui veulent les soutenir à prendre contact avec le comité de résidents élu ou à participer à la réunion qui aura lieu mardi à 18 h au pavaillon Corneille à la cité universitaire.

Education nationale

VOLONTE DE LUTTE

Refus des manoeuvres de la gauche

Le Congrès académique du SGEN-CFDT Bretagne s'est tenu les 9 et 10 mars à Mûr-de-Bretagne. Les 150 délégués de sections présents ont discuté de l'orientation de leur syndicat à travers les différents rapports et préparé avec sérieux le congrès d'avril à Grenoble.

La priorité fut donnée à la lutte pour l'emploi (titularisation des non-titulaires, non à tout licenciement)

Des perspectives d'actions pour le 3e trimestre ont été proposées à la discussion des sections avant Pâques.

Parallèlement, sera menée dans les établissements la lutte contre la réforme Haby et son application dès la rentrée 77.

Des amendements et motions se sont dégagées des aspects positifs :

– Volonté de lutte contre l'école capitaliste tout *«à la fois productrice des rapports sociaux et reproductrice des divisions de classes à l'intérieur de la société»*.

– Rôle des enseignants qui, objectivement, servent les intérêts de la classe dominante, mais qui par leur pratique quotidienne doivent choisir leur camp.

– Rôle du contenu de l'enseignement qui porte évidemment un caractère de classe : *«condamnation de la différence entre travail manuel et intellectuel, reproduite à l'école»* et *«lutte contre la domination " naturelle "* (par les résultats intellectuels) *des enfants de bourgeois sur ceux du prolétariat»*.

– Le caractère antidémocratique que semblent développer dans la CFDT E. Maire et la direction nationale a été dénoncé et une motion dans ce sens, votée à l'unanimité moins quelques abstentions.

– Il était réconfortant de voir le congrès voter à l'unanimité des motions *«contre le système capitaliste quelle que soit sa gestion»* et refuser *«des solutions de rechange dans le cadre du système capitaliste, auraient-elles une étiquette de gauche»*.

– Des télégrammes de soutien ont été envoyés aux 6 militantes du MLAC (procès d'Aix), aux résidents des foyers Sonacotra, et aux ouvrières de Rennelec en lutte contre les licenciements.

Bien sûr, il y a eu des aspects négatifs :

– Le SGEN-CFDT est aussi traversé par des courants anarcho-syndicalistes et «anciens CFTC».

– Habitude néfaste des intellectuels de s'écouter parler, ce qui peut transformer les discussions en «pinaillages».

En conclusion, les aspects positifs l'ont largement emporté et il est réconfortant de voir que les idées justes font leur chemin.

Les termes «syndicat de classe et de masse» par lesquels se définit la SGEN-CFDT ont ici pris un sens.

Une militante SGEN-CFDT

Pour la défense de l'emploi

Les maitres-auxiliaires veulent se battre

Une grève a eu lieu le 15 mars, à l'appel du «Comité national des maîtres-auxiliaires».

Dans le Val-d'Oise, une réunion de «coordination départementale» s'est prononcée «pour la garantie écrite de l'emploi de tous les MA... et pour que les directions syndicales se prononcent par rapport au mouvement».

Cette information appelle de notre part plusieurs commentaires :

1 - Les syndicats enseignants se sont «désintéressés» (en dehors des périodes électorales de tous ordres : que ce soit pour conquérir la FEN ou les rênes de l'État !) des problèmes des maîtres-auxiliaires.

Ce sont des sections de base (essentiellement SGEN) qui ont pris en compte leurs revendications et organisé des actions et des mouvements où les directions syndicales en général, les révisionnistes en particulier, ont été largement démasqués, s'étant trouvé plus d'une fois face aux MA !

2 - Il en résulte une hostilité certaine chez de nombreux MA aux orientations des syndicats enseignants et à leurs dirigeants de droite ou de gauche.

3 - L'aggravation actuelle de la situation des MA (dont ont témoigné plusieurs suicides notamment) a aiguisé toutes les contradictions et en particulier la volonté de lutte des MA condamnés au chômage ou à des conditions de travail et d'existence de plus en plus dégradées.

4 - Ceux-ci sont peu enclins à croire aux capacités «miraculeuses» du Programme commun (ils ont bien souvent entendu leurs responsables syndicaux «Union de la gauche» leur conseiller de chercher du travail ailleurs !).

5 - C'est ici qu'apparaissent les trotskistes : pour «prendre en main» ce courant... et le rattacher au wagon de la gauche–des directions syndicales – le réorienter vers le tapis vert où ces messieurs discuteront au nom des MA à la même table que les «grands». Sur la lancée des municipales, les voilà partis en guerre... pour encore mieux faire reconnaître leur «poids».

Pour conclure :

Voilà qui ne doit pas tromper les MA !

Le lecteur qui nous informait de cette «coordination» avait d'ailleurs noté, parmi les interventions de participants, celles qui faisaient remarquer que «la seule garantie véritable était la mobilisation à la base et qu'il ne fallait pas faire confiance à un quelconque papier écrit par qui que ce soit» et insistaient «sur des formes d'actions véritablement démocratiques».

Et pourquoi donc cette histoire de «garantie écrite» et non plus la titularisation des MA !

Les trotskistes qui sont à l'origine de cette initiative, servent justement ceux dont les MA comme de nombreux travailleurs ont appris et apprennent à se défier. Ils sont là pour stopper cette défiance en cours de route, pour l'empêcher de se transformer en combat résolu contre l'ennemi démasqué. Ils sont en fin de compte un obstacle à la lutte, à la révolution.

Hôpital Charles Nicolle (Rouen)

Les délégués syndicaux arrêtent la lutte

Le 28/2, un service de l'hôpital commence une lutte pour satisfaire ses revendications :

– augmentation des effectifs

titularisation des temporaires

Dans les jours qui suivent le mouvement s'étend à différents services et le 7/3, en assemblée générale, la grève est votée :

– *grève administrative*, soins et consultations gratuites à l'hôpital

– *grève de zèle* : soins aux malades effectués en priorité, ménage fait en fonction du temps et des effectifs disponibles.

Le 9, des tracts sont distribués dans la rue la plus passante de Rouen ; nous sommes très bien accueillis par la population.

Une rencontre a lieu le soir entre comité de grévistes et directeur du personnel, qui promet une embauche de 250 personnes et un déblocage de 150 postes d'infirmières.

A l'assemblée générale du 10, les délégués syndicaux donnent leur point de vue : selon eux, «la mobilisation n'est pas assez forte» (80 personnes à l'assemblée générale) et «ils ne peuvent continuer seuls l'information et la coordination dans les différents services». Ils vont jusqu'à dire que le moment n'est pas bien choisi pour mener la lutte du fait des élections.

Après maints discours, les propositions de vote sont

arrêt de la grève administrative, mais continuation des cahiers de revendications, du comité d'information, vérification des nouveaux postes créés...

continuation de la grève avec augmentation de la mobilisation.

A part les délégués syndicaux plus 4 ou 5, la continuation est votée à l'unanimité ! Mais ces saboteurs ne baissent pas les bras : ils reprennent, expliquant que «la grève n'est pas propice», qu'il faut arrêter la lutte et avancent une proposition «d'arrêt momentané de la grève administrative avec reprise éventuelle du mouvement à la fin du mois de mars si les promesses ne sont pas tenues», qu'ils finissent par faire voter, annulant ainsi le premier vote. Ils ont réussi à casser la lutte ! 3 jours après les responsables de la section CFDT participaient à un meeting électoral trotskiste sur la santé !

La combativité des grévistes est toujours forte : la lutte peut reprendre !

Correspondant HR.

LES SOUTIENS AUX LUTTES

Quelques exemples de solidarité

La solidarité est l'un des terrains sur lequel s'édifie l'unité de combat de la classe ouvrière et son unité avec d'autres couches de la population. Cette unité correspond aux aspirations du peuple, fondée sur l'intérêt commun face à la classe des exploiteurs et est une arme indispensable pour la révolution. Cette aspiration, les révisionnistes cherchent à la détourner sur le terrain électoral et d'une manière générale, s'y opposent, très souvent ouvertement, comme nous avons eu maintes fois l'occasion de le montrer, que ce soit pour les immigrés, les petits paysans, les étudiants, les ouvriers de telle entreprise par rapport aux autres, sans parler des coordinations, comités de soutien et autres formes concrètes qu'elle prend, pour la lutte et dans la lutte, classe contre classe.

Nous, communistes, sommes pour cette unité et ce n'est l'un des moindres rôles de notre journal, que d'y contribuer. Nous sommes sûrs qu'en fin de compte, elle se construira : celle de la classe ouvrière, dirigée par son parti communiste marxiste-léniniste, celle de tout le peuple autour de la classe ouvrière.

Délégations présentes le 16 mars au procès

de deux ouvrières sous contrat à durée déterminée, assignées en justice par la THOMSON-CSF (SESCOSEM à St-Égrève) :

UGINE-Carbone
CATERPILLAR
Télémécanique de Crolles
Télémécanique d'Échirolles
BECTONE-DICKINSON
MERLIN-GERIN
NEYRPIC
CENG

Renault dauphine
Richier
des usines THOMSON : ICC de Dijon, CSF de Thonon.

Mais également des étudiants des Sciences économiques des chômeurs.

Les étudiants de Sciences économiques de Grenoble sont d'ailleurs actuellement en grève contre la réforme du second cycle malgré un appel à arrêter de l'UNEF-UEC, du MAS (d'orientation «socialiste») et de la Ligue trotskiste (LCR).

Ce procès s'est transformé en une mise en accusation de la THOMSON et des contrats à durée déterminée.

J. B. Martin (Voiron)

Tout le gratin de la gauche (PC, PS) est là pour le meeting des JB (170 licenciements) le mardi 7 mars : les municipalités sont là (il ne sera question que de cela) !

Pas un mot bien sûr de la coordination des luttes à Grenoble (Voiron en est proche), ni sur la préparation d'une journée ville morte ; de cela, les travailleurs s'occuperont : *rendez-vous à ce propos le 25 mars à 20 h 30 à la Bourse du travail de Voiron.*

Les lycéens de Voiron préparent de leur côté des réunions avec des ouvriers de JB Martin. Mais pour les faire au lycée, cela risque d'être difficile : l'administration n'en veut pas !

Roubaix

Manifestation combative fin février, comme il n'y en avait pas eu depuis longtemps, avec plus de 1 000 participants contre les licenciements à Deffrenne, Lemaire et Dillies, SOCOVEM et Lepoutre (textile), organisée par l'assemblée générale des 4 usines, sans les pontes syndicaux qui de leur côté pondent un tract sur la victoire à Deffrenne (les licenciements y ont été suspendus) et se chargent de définir le parcours de la manifestation.

Jamais, ni les pontes syndicaux, ni le PCF ne parviendront à prendre la tête de la manifestation : échec cuisant pour eux.

D'autres entreprises étaient largement représentées (par de nombreux immigrés notamment) malgré le sabotage de la CGT en particulier.

Nos camarades, dont on connaît le rôle joué lors des luttes à Lemaire et Deffrenne, étaient présents. Ils avaient fabriqué une carte «Non à tout licenciement», arborée par de nombreux travailleurs (voir photo) et une chanson, créée par leur chorale (la Lyre des travailleurs) fut largement reprise.

Directrice de publication : Suzanne Marty Commission paritaire No 57952 Distribution NMPP IMP : La Nouvelle Dépôt légal : 1er trimestre 1977